



EURAALEX Law Firm

盧森堡亞歐律師事務所

Loi du 14 juillet 2023

portant mise en place d'un mécanisme de filtrage des investissements directs étrangers

(Traduction en chinois)

卢森堡2023年7月14日

关于建立审查可能损害安全或公共秩序的外国直接投资机制的法律

(中文翻译)

Avertissement

La présente traduction est une traduction non-officielle en Chinois du texte original en français de la loi précitée. Elle est traduite et publiée aux fins de faciliter, à titre d'information uniquement, des investisseurs étrangers dans leurs projets d'investissement au Luxembourg. La traduction ne constitue en aucun cas de texte officiel, ni de conseil ou avis juridique. L'auteur décline toute responsabilité liée à tout usage non autorisé de cette traduction.

温馨提示

本中文译本是上述法律法文原文的非官方翻译。本文件的翻译和出版旨在为外国投资者在卢森堡的投资项目提供便利，仅供参考。该翻译在任何情况下不构成官方文本，也不构成法律意见或建议。作者不承担与本译文未经许可使用的任何责任。

EURAALEX Law Firm

20, rue Louvigny

L-1946, Luxembourg

T 27 76 81 42 - F 27 99 81 44

sz@euraalex.com / www.euraalex.com

Texte original en français	中文翻译
<p>Loi du 14 juillet 2023 portant mise en place d'un mécanisme de filtrage national des investissements directs étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, tel que modifié.</p>	<p>卢森堡大公国2023年7月14日通过的, 关于建立一个针对可能损害安全或公共秩序的外国直接投资的国家审查机制的法律, 以落实实施欧洲议会和欧盟理事会2019年3月19日第2019/452号通过的, 建立一个在欧盟审查外国直接投资框架的(欧盟)条例及其修正案。</p>
<p>[...]</p> <p>Chapitre 1 - Mécanisme de filtrage national des investissements directs étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public</p> <p>Section 1re - Champ d'application et définitions</p> <p>Art. 1er . Définitions</p> <p>Aux fins de la présente loi, on entend par :</p> <p>(1) « contrôle » :</p> <p>1° Le fait, directement ou indirectement :</p> <p>a) d'avoir la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entité de droit luxembourgeois ; ou</p> <p>b) d'avoir le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe de l'administration, de direction ou de surveillance d'une entité de droit luxembourgeois et d'être en même temps actionnaire ou associé de cette entité ; ou</p> <p>c) d'être actionnaire ou associé d'une entité de droit luxembourgeois et de contrôler, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entité, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci ;</p> <p>2° ou également, le fait de franchir, directement ou indirectement, le seuil de 25 pour cent de détention des droits de vote d'une entité de droit luxembourgeois ;</p>	<p>[...]</p> <p>第 1 章 – 针对可能损害安全或公共秩序的外国直接投资的国家审查机制</p> <p>第 1 节 – 适用范围和定义</p> <p>第 1 条 定义</p> <p>本法中以下概念定义如下：</p> <p>(1) “控制”系指</p> <p>1° 直接或间接地：</p> <p>a) 拥有适用卢森堡法律的实体的股东或合伙人的多数表决权；或</p> <p>b) 有权任命或罢免适用卢森堡法律的实体的行政、管理或监督机构的多数成员，同时是该实体的股东或合伙人；或</p> <p>c) 成为适用卢森堡法律的实体的股东或合伙人，并通过与该实体的其他股东或合伙人签订协议，控制该实体股东或合伙人的大部分投票权；</p> <p>2° 或直接或间接地超越适用卢森堡法律的实体 25% 投票权的门槛；</p>
<p>(2) « décision de filtrage » : le fait d'autoriser, de soumettre à condition ou d'interdire un investissement direct étranger à l'issue de la procédure de filtrage.</p>	<p>(2) "审查决定": 在审查程序之后, 批准、附条件批准或禁止外国直接投资的行为。</p>
<p>(3) « État membre » : un État membre de l'Union européenne ;</p>	<p>(3) "成员国": 系指欧盟成员国；</p>
<p>(4) « facteurs de filtrage » : les critères permettant de déterminer si un investissement direct étranger porte atteinte à la sécurité ou à l'ordre public ;</p>	<p>(4) "审查因素": 确定外国直接投资是否有损安全或公共秩序的标准；</p>

<p>(5) « investisseur étranger » : une personne physique ou une entité de droit étranger qui n'est ressortissante ni d'un État membre, ni d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre qu'un État membre de l'Union européenne et qui a l'intention de réaliser ou a réalisé un investissement direct étranger ;</p>	<p>(5) "外国投资者":指有意或已经进行外国直接投资的非欧盟成员国国民或非《欧洲经济区协定》缔约国国民的自然人或适用外国法律的实体;</p>
<p>(6) « investissement direct étranger » : un investissement de toute nature auquel procède un investisseur étranger et qui vise à établir ou à maintenir des relations durables et directes entre l'investisseur étranger et une entité de droit luxembourgeois à qui ces fonds sont destinés, permettant ainsi à l'investisseur étranger de participer seul, de concert ou par interposition au contrôle de cette entité exerçant au Grand-Duché de Luxembourg une activité énumérée à l'article 2 ;</p>	<p>(6) "外国直接投资":指外国投资者进行的任何性质的投资,其目的是在外国投资者与适用卢森堡法律的实体之间建立或保持直接持久的关系,从而使外国投资者能够单独、协同或通过中介参与控制在卢森堡大公国经营第2条所列举的业务活动的实体;</p>
<p>(7) « investissement de portefeuille » : une acquisition de titres d'une entité de droit luxembourgeois effectuée dans l'intention de réaliser un placement financier et qui ne permet pas à l'investisseur étranger d'exercer, directement ou indirectement, le contrôle de l'entité de droit luxembourgeois ;</p>	<p>(7) "证券投资":以金融投资为目的,购买适用卢森堡法律的实体的证券,但不能导致外国投资者直接或间接控制适用卢森堡法律的实体;</p>
<p>(8) « procédure de filtrage » : le fait d'évaluer et d'examiner un investissement direct étranger en vertu des facteurs de filtrage.</p>	<p>(8) "审查程序":指根据审查因素对外国直接投资进行评估和审查。</p>
<p>Art. 2. Champ d'application (1) Le mécanisme de filtrage national s'applique aux investissements directs étrangers, hormis les investissements de portefeuille, susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public, dans une entité de droit luxembourgeois exerçant des activités critiques au Luxembourg.</p>	<p>第2条 适用范围 (1) 国家审查机制适用于对根据卢森堡法律成立并在卢森堡经营关键业务活动的实体的可能会损害安全或公共秩序的外国直接投资(证券投资除外)。</p>

(2) Sont considérées comme activités critiques au sens de la présente loi les activités suivantes :

- 1° le développement, l'exploitation et le commerce de biens à double usage au sens de l'article 2, point 1), du règlement (CE) n° 428/2009 du Conseil du 5 mai 2009 instituant un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage, tel que modifié ;
- 2° dans le secteur de l'énergie : la production et la distribution d'électricité, le conditionnement et la distribution de gaz et le stockage et le commerce de pétrole ; les technologies quantiques et nucléaires ;
- 3° dans le secteur des transports : le transport terrestre, le transport par eau et le transport aérien ;
- 4° dans le secteur de l'eau : le captage, le traitement et la distribution de l'eau, la collecte et le traitement des eaux usées, ainsi que la collecte, le traitement et l'élimination des déchets ;
- 5° dans le secteur de la santé : les activités liées aux soins de santé et les laboratoires d'analyses médicales ; les nanotechnologies et biotechnologies ;
- 6° dans le secteur des communications : les télécommunications filaires, les télécommunications sans fil, les télécommunications par satellite et les services postaux et de courrier ;
- 7° dans le secteur du traitement ou du stockage de données : les installations informatiques de traitement de données, d'hébergement de services d'information et de portails internet ; les technologies concernant l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs, la cybersécurité ;
- 8° dans le secteur de l'aérospatial : les opérations spatiales et l'exploitation de ressources spatiales ;
- 9° dans le secteur de la défense : les activités en lien avec la défense nationale ; la production et le commerce d'armes, de munitions, de poudres et substances explosives destinées à des fins militaires ou de matériels de guerre ;
- 10° dans le secteur de la finance : les activités de la banque centrale ainsi que les infrastructures et les systèmes d'échange, de paiement et de règlement des instruments financiers ;
- 11° dans le secteur des médias : l'édition, les activités audiovisuelles et de radiodiffusion ;
- 12° dans le secteur agroalimentaire : les activités en lien avec la sécurité alimentaire.

(2) 下列活动被视为本法所指的关键活动：

- 1° 经修订的建立共同体军民两用物品的出口、转让、中介和过境管制制度的2009年5月5日(欧盟理事会)第428/2009号条例第2(1)条所指的军民两用物品的开发、经营和贸易；
- 2° 能源领域：电力的生产和分配、天然气的调节和分配、石油的储存和贸易；量子技术和核技术；
- 3° 运输部门：陆运、水运和空运；
- 4° 水领域：水收集、处理和分配，废水收集和处理，垃圾收集、处理和处置；
- 5° 卫生部门：医疗保健活动和医学分析实验室；纳米技术和生物技术；
- 6° 通信行业：有线通信、无线通信、卫星通信、邮政和投递服务；
- 7° 数据处理或存储领域：用于数据处理、信息服务托管和互联网门户的计算机装置；与人工智能、半导体和网络安全有关的技术；
- 8° 航空航天领域：太空业务和太空资源开发；
- 9° 国防领域：与国防有关的活动；武器、弹药、爆炸物、军用物资或战争物资的生产和贸易；
- 10° 金融领域：中央银行的活动，以及金融票据交换、支付和结算的基础设施和系统；
- 11° 在媒体领域：出版、音像和广播活动；
- 12° 在农业食品领域：与食品安全有关的活动。

<p>(3) Sont également considérées comme activités critiques au sens de la présente loi :</p> <p>1° les activités de recherche directement liées aux activités énumérées au paragraphe 2 ;</p> <p>2° les activités de production directement liées aux activités énumérées au paragraphe 2 ;</p> <p>3° les activités connexes susceptibles de permettre un accès aux informations sensibles, y compris des données à caractère personnel, directement liées aux activités énumérées au paragraphe 2 ;</p> <p>4° les activités connexes susceptibles de permettre un accès aux lieux dans lesquels les activités énumérées au paragraphe 2 sont exercées.</p>	<p>(3) 下列活动也被视为本法所指的关键活动：</p> <p>1° 与第 2 款所列活动直接相关的研究活动；</p> <p>2° 与第 2 款所列活动直接相关的生产活动；</p> <p>3° 与第 2 段所列活动直接相关的、有可能获取敏感信息(包括个人数据)的相关活动；</p> <p>4° 可能允许进入开展第 2 段所列活动的场所的相关活动。</p>
<p>Section 2 - Notification obligatoire et examen</p> <p>Art. 3. Notification obligatoire</p> <p>(1) Sont soumis à une notification auprès du ministre ayant l'Économie dans ses attributions, désigné ci-après « ministre », les investissements directs étrangers tels que définis à l'article 1, paragraphe 6.</p>	<p>第 2 节 - 强制性通知和审查</p> <p>第 3 条 强制性通知</p> <p>(1)第 1 条第 6 款所定义的外国直接投资有义务向负责经济事务的部长(以下简称 "部长")通知。</p>
<p>(2) Les notifications doivent être effectuées par l'investisseur étranger avant la réalisation de l'investissement direct étranger.</p>	<p>(2) 外国投资者必须在进行外国直接投资之前发出通知。</p>
<p>(3) Par dérogation au paragraphe 2, l'investisseur étranger dispose d'un délai de quinze jours calendaires dans le cas où il franchit le seuil de 25 pour cent de détention des droits de vote d'une entité de droit luxembourgeois à la suite d'évènements modifiant la répartition du capital.</p>	<p>(3) 作为第 2 款的例外, 如果根据卢森堡法律成立的实体因资本分配发生变化而超过 25%的投票权门槛, 外国投资者拥有十五个日历日的期限进行通知。</p>
<p>(4) Le ministre accuse réception de la notification à l'investisseur étranger.</p>	<p>(4) 部长应向外国投资者确认收到通知。</p>
<p>Art. 4. Informations requises dans le cadre de la notification</p> <p>(1) Dans le cadre de la notification, l'investisseur étranger communique au ministre les informations suivantes :</p> <p>1° la structure de propriété de l'investisseur étranger et de l'entité de droit luxembourgeois avant la réalisation de l'investissement direct étranger ou à la suite d'évènements ayant modifié la répartition du capital conformément à l'article 3, paragraphe 3, y compris des informations sur le bénéficiaire effectif, tel que défini à l'article 1er, paragraphe 7, de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, et la participation au capital ;</p> <p>2° la valeur approximative de l'investissement direct étranger ;</p> <p>3° les produits, les services et les opérations commerciales de l'investisseur étranger et de l'entité de droit luxembourgeois ;</p>	<p>第 4 条 通知中要求提供的信息</p> <p>(1) 在通知的框架下, 外国投资者应向部长提供以下信息：</p> <p>1° 外国投资者和在卢森堡注册的实体在外国直接投资之前或在根据第3条第3款改变资本分配的事件发生之后的所有权结构, 包括 2004 年 11 月 12 日关于打击洗钱和资助恐怖主义行为的修订法律第 1 条第 7 款所定义的实际受益人的信息, 以及资本控股情况；</p> <p>2° 外国直接投资的近似价值；</p> <p>3° 外国投资者和在卢森堡注册的实体的产品、服务和商业业务；</p> <p>4° 外国投资者和卢森堡注册的实体开展商业活动的国家；</p> <p>5° 外国直接投资的资金及其来源；</p> <p>6° 计划或已进行外国直接投资的日期。</p>

<p>4° les pays dans lesquels l'investisseur étranger et l'entité de droit luxembourgeois mènent des activités commerciales ;</p> <p>5° le financement de l'investissement direct étranger et sa source ;</p> <p>6° la date à laquelle l'investissement direct étranger est prévu ou a été réalisé.</p> <p>(2) Si l'investisseur étranger n'a pas fourni les informations visées au paragraphe 1er, une demande de fournir les informations manquantes sans retard indu lui est adressée. Le délai visé à l'article 5, paragraphes 2 et 3, est réputé suspendu jusqu'à l'obtention des informations manquantes.</p> <p>(3) Si les informations obtenues de l'investisseur étranger ne permettent pas de prendre une décision relative au déclenchement de la procédure de filtrage, une demande de fournir toute information complémentaire à celles visées au paragraphe 1er est adressée à l'investisseur étranger. Le délai visé à l'article 5, paragraphes 2 et 3, est réputé suspendu jusqu'à l'obtention des informations complémentaires demandées.</p>	<p>(2) 如果外国投资者未提供第 1 款所述信息, 将被要求提供所缺信息, 并不得无故拖延。第 5 条第 2 款和第 3 款所述期限应视为中止, 直至获得所缺信息。</p> <p>(3) 如果从外国投资者处获得的信息无法决定是否启动审查程序, 则应要求外国投资者提供第 1 款所述信息之外的补充信息。第 5 条第 2 款和第 3 款所述期限应视为中止, 直至获得所要求的补充信息。</p>
<p>Art. 5. Examen de la notification</p> <p>(1) Le ministre décide si l'investissement direct étranger ayant été notifié en vertu de l'article 3 doit faire ou non l'objet d'une procédure de filtrage.</p> <p>(2) La décision visée au paragraphe 1er est notifiée à l'investisseur étranger dans les deux mois suivant la date de l'accusé de réception.</p>	<p>第 5 条 通知的审查</p> <p>(1) 部长应决定是否对根据第 3 条通知的外国直接投资进行审查。</p> <p>(2) 第 1 款提及的决定应在确认收到通知之日起两个月内作出并通知外国投资者。</p>
<p>Section 3 - Procédure de filtrage et décision de filtrage</p> <p>Art. 6. Procédure de filtrage</p> <p>(1) La durée de la procédure de filtrage ne peut dépasser les soixante jours calendaires après son déclenchement.</p> <p>(2) Le ministre peut durant toute la durée de la procédure de filtrage demander des informations complémentaires à celles visées à l'article 4. Le délai visé au paragraphe 1er est réputé suspendu jusqu'à l'obtention des informations complémentaires demandées.</p> <p>(3) En cas de déclenchement de la procédure de filtrage, l'investissement direct étranger ne peut être réalisé avant qu'une décision de filtrage autorisant l'investissement direct étranger en question n'ait été prise.</p>	<p>第 3 节 - 审查程序和审查决定</p> <p>第 6 条 审查程序</p> <p>(1) 审查程序的期限不得超过启动后六十个日历日。</p> <p>(2) 在审查程序期间, 部长可随时要求提供第 4 条所述之外的补充信息。第 1 款所述期限应视为中止, 直至获得所要求的补充信息。。</p> <p>(3) 一旦启动审查程序, 在作出批准有关外国直接投资的审查决定之前, 不得进行该项外国直接投资。</p>
<p>Art. 7. Facteurs de filtrage</p> <p>(1) Pour déterminer si un investissement direct étranger est susceptible de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public, sont pris en considération ses effets potentiels sur</p> <p>1° l'intégrité, la sécurité et la continuité de l'approvisionnement des infrastructures critiques, qu'elles soient physiques ou virtuelles, liées aux activités visées à l'article 2 ;</p>	<p>第 7 条 审查因素</p> <p>(1) 在确定外国直接投资是否有可能损害安全或公共秩序时, 应考虑其对以下方面的潜在影响</p> <p>1° 与第 2 条所述活动相关的实体或虚拟的关键基础设施的完整性、安全性和供应的连续性;</p> <p>2° 经修订的建立共同体军民两用物品的出口、转让、中介和过境管制制度的 2009 年 5 月 5 日(欧盟理事会)第 428/2009 号条例第 2(1)条</p>

<p>2° la pérennité des activités liées aux technologies critiques et biens à double usage au sens de l'article 2, point 1, du règlement (CE) n° 428/2009 du Conseil du 5 mai 2009 instituant un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit des biens à double usage, tel que modifié ;</p> <p>3° l'approvisionnement en intrants essentiels y compris les matières premières ainsi que la sécurité alimentaire ;</p> <p>4° l'accès à des informations sensibles, y compris des données à caractère personnel, ou la capacité à contrôler de telles informations ;</p> <p>5° la liberté et le pluralisme des médias.</p>	<p>规定的与关键技术和军民两用物品有关的活动的可持续性；</p> <p>3° 基本投入的供应，包括原材料和食品安全；</p> <p>4° 获取敏感信息，包括个人数据，或控制此类信息的能力；</p> <p>5° 媒体自由和多元化。</p>
<p>(2) Peuvent également être pris en compte, en particulier :</p> <p>1° le fait que l'investisseur étranger soit contrôlé directement ou indirectement par le gouvernement d'un pays tiers, y compris des organismes publics ou les forces armées ;</p> <p>2° le fait que l'investisseur étranger ait déjà participé à des activités portant atteinte à la sécurité ou à l'ordre public dans un État membre ;</p> <p>3° le fait qu'il existe un risque grave que l'investisseur étranger exerce des activités illégales ou criminelles.</p>	<p>(2) 此外，还可以考虑以下情况，尤其是：</p> <p>1. 外国投资者直接或间接受控于第三国政府，包括公共机构或武装部队；</p> <p>2. 外国投资者曾参与损害其他欧盟成员国安全或公共秩序的活动；</p> <p>3° 外国投资者存在从事非法或犯罪活动的严重风险。</p>
<p>Art. 8. Décision de filtrage</p> <p>(1) La décision de filtrage est prise par le ministre.</p> <p>(2) La décision de filtrage est notifiée par écrit à l'investisseur étranger avant l'expiration du délai visé à l'article 6, paragraphe 1er.</p> <p>(3) L'autorisation d'un investissement direct étranger peut être assortie de conditions.</p> <p>(4) Les conditions dont peut être assortie l'autorisation d'un investissement direct étranger sont déterminées au regard des facteurs de filtrage et visent à assurer que l'investissement direct étranger envisagé ne porte pas atteinte à la sécurité ou l'ordre public.</p> <p>(5) Toute autorisation visée au paragraphe 3 du présent article est assortie d'une obligation pour l'investisseur étranger de rendre compte de la mise en œuvre des conditions, conformément aux modalités fixées par le ministre dans la décision de filtrage.</p>	<p>第 8 条 审查决定</p> <p>(1) 审查决定由部长作出。</p> <p>(2) 审查决定应在第 6 条第 1 款所述期限届满前书面通知外国投资者。</p> <p>(3) 外国直接投资的批准可附加条件。</p> <p>(4) 批准外国直接投资许可附加的条件应根据审查因素确定，其目的是确保拟进行的外国直接投资不会损害安全或公共秩序。</p> <p>(5) 本条第 3 款规定的任何许可应附有一项义务，即外国投资者有义务根据部长在审查决定中规定的程序，报告条件的执行情况。</p>
<p>Section 4 - Mesures et sanctions</p> <p>Art. 9. Mesures et sanctions administratives</p> <p>(1) Si un investissement direct étranger a été réalisé sans qu'une notification ait été effectuée en vertu de l'article 3 ou sans autorisation obtenue dans le cadre de la décision de filtrage en vertu de l'article 8, le ministre peut suspendre l'exercice des droits de vote liés à l'investissement direct étranger et attachés aux titres détenus, directement ou indirectement, par l'investisseur étranger excédant le seuil de 25 pour cent des droits de vote de l'entité</p>	<p>第 4 节 - 措施和处罚</p> <p>第 9 条 行政措施和处罚</p> <p>(1) 如果外国直接投资项目在未根据第3条进行通知或未根据第8条的审查决定获得批准的情况下进行，则部长有权勒令暂停与外国直接投资有关的、超过根据卢森堡法律注册的实体的投票权25%的门槛的外国投资者直接或间接持有的证券所附带的投票权的行使，直至情况合规为止，并可命令外国投资者变动该交易或自费恢复原状。</p>

<p>de droit luxembourgeois jusqu'à la régularisation de la situation et il peut enjoindre à l'investisseur étranger de modifier l'opération ou de faire rétablir à ses frais la situation antérieure.</p> <p>Lorsque des droits de vote de cette entité de droit luxembourgeois ont été exercés nonobstant une suspension de leur exercice par décision du ministre prise en application de l'alinéa 1er, le Tribunal d'arrondissement, siégeant en matière commerciale, dans le ressort duquel l'entité de droit luxembourgeois a son siège peut, sur demande de l'entité de droit luxembourgeois dotée de la personnalité juridique ou de l'un de ses actionnaires ayant le droit de vote ou de toute personne justifiant d'un intérêt, prononcer la nullité de tout ou partie des décisions de l'assemblée générale si, sans les droits de vote illégalement exercés, les quorums de présence ou de majorité requis pour lesdites décisions n'avaient pas été réunis. L'action en nullité se prescrit par cinq ans à compter du jour où les droits de vote ont été exercés.</p>	<p>如果无视部长根据第 1 款做出暂停行使投票权的决定, 根据卢森堡法律注册的该实体的投票权已经被行使, 则根据卢森堡法律注册的实体注册地所在的地区商事法院可以应根据卢森堡法律注册的具有法人资格的实体, 或者拥有投票权的股东之一, 或任何能证明其利害关系的人的要求, 宣布股东大会的全部或部分决议无效, 前提是如果不计非法行使的投票权, 上述决定所需的法定出席人数或多数将无法达到。上述无效之诉将在上述表决权行使之日起五年后因时效到期而禁止。</p>
<p>(2) Si les conditions, dont est assortie l'autorisation visée à l'article 8, paragraphes 3 et 4, ne sont pas respectées, le ministre peut :</p> <p>1° enjoindre à l'investisseur étranger de respecter, dans un délai qu'il fixe, les conditions figurant dans l'autorisation ;</p> <p>2° enjoindre à l'investisseur étranger d'exécuter, dans un délai qu'il fixe, des prescriptions en substitution de l'obligation non exécutée, y compris le rétablissement de la situation antérieure au non-respect de cette obligation ou la cession de tout ou partie des activités ;</p> <p>3° suspendre l'exercice des droits de vote liés à l'investissement direct étranger et attachés aux titres détenus, directement ou indirectement, par l'investisseur étranger excédant le seuil de 25 pour cent des droits de vote de l'entité de droit luxembourgeois jusqu'à la mise en conformité et la mise en œuvre des conditions susmentionnées ;</p> <p>4° retirer l'autorisation.</p>	<p>(2) 如果第 8 条第3款和第4款提及的授权附加条件未得到遵守, 部长可以:</p> <p>1° 责令外国投资者在部长规定的期限内遵守批准中规定的条件;</p> <p>2° 责令外国投资者在部长规定的期限内执行其指示, 以替代未履行的义务, 包括恢复未履行义务前的原状或转让全部或部分业务活动; 或</p> <p>3° 在遵守和执行上述条件之前, 暂停与外国直接投资有关的、超过根据卢森堡法律注册的实体投票权25%的门槛的外国投资者直接或间接持有的证券所附带的投票权的行使;</p> <p>4° 撤回许可。</p>
<p>(3) Sauf en cas d'atteinte imminente à la sécurité ou à l'ordre public, le ministre informe préalablement l'investisseur étranger par écrit des faits qui ont été constatés et qui lui sont reprochés et l'avertit qu'il envisage d'adopter une des mesures énoncées aux paragraphes 1er à 2.</p>	<p>(3) 除了对安全或公共秩序的损害迫在眉睫的情况外, 部长应事先书面通知外国投资者已确定的事实和投资者被指控的事实, 并警告投资者部长打算采取第 1 至第 2 款规定的措施之一。</p>
<p>(4) L'investisseur étranger dispose d'un délai de quinze jours calendaires pour faire connaître ses observations par écrit. Il peut en outre, dans le même délai, demander à être entendu et, le cas échéant, se faire assister par un défenseur de son choix.</p>	<p>(4) 外国投资者可在十五个日历日内提交书面意见。在此期间内, 外国投资者还可要求部长听取其意见陈述, 必要情况下, 可选择辩护人协助。</p>
<p>(5) Dans les trente jours calendaires de l'expiration du délai fixé au paragraphe précédent, le ministre prend, s'il y a lieu, la mesure annoncée.</p>	<p>(5) 在上款规定的期限届满后三十个日历日内, 部长应酌情采取所宣布的措施。</p>

<p>(6) Après expiration du délai visé au paragraphe 5, le ministre notifie à l'investisseur étranger par écrit la décision prise. Cette décision produit ses effets à compter de la date de la notification.</p>	<p>(6) 第 5 款所述期限届满后, 部长应将所做决定书面通知外国投资者。该决定自通知之日起生效。</p>
<p>(7) Si l'investisseur étranger ne donne pas suite à l'injonction prononcée en vertu des paragraphes 1er ou 2 dans un délai d'un mois à partir de la notification, le ministre peut prononcer une amende d'un montant maximal de 1 000 000 d'euros si l'investisseur étranger est une personne physique et d'un montant maximal de 5 000 000 d'euros s'il s'agit d'une entité juridique.</p>	<p>(7) 如果外国投资者在收到通知后一个月内不遵守根据第 1 款或第 2 款发布的禁令, 如果外国投资者是自然人, 部长可处以最高 100 万欧元的罚款, 如果外国投资者是法人实体, 部长可处以最高 500 万欧元的罚款。</p>
<p>(8) Les amendes administratives sont perçues par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA. Le recouvrement se fait comme en matière de droits d'enregistrement.</p>	<p>(8) 行政罚款由注册、域名和增值税管理局收取。收取方式与注册费相同。</p>
<p>(9) Les amendes administratives sont acquittées dans les trente jours suivant la date de la notification de la décision. Passé ce délai, un rappel est adressé par voie de lettre recommandée. Le rappel fait courir des intérêts de retard calculés au taux légal.</p>	<p>(9) 行政罚款应在决定通知之日起三十天内缴纳。逾期将以挂号信形式发出催缴通知。催款函会产生按法定利率计算的欠款利息。</p>
<p>(10) Au moment de déterminer le type des mesures et le montant des sanctions administratives, le ministre tient compte de toutes les circonstances pertinentes, y compris, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° de la gravité et de la durée de la violation ; 2° du degré de responsabilité de l'investisseur étranger tenu pour responsable de la violation ; 3° de la situation financière de l'investisseur étranger tenu pour responsable de la violation ; 4° de l'avantage tiré de la violation par l'investisseur étranger, dans la mesure où il est possible de le déterminer ; 5° des préjudices subis par des tiers du fait de la violation, dans la mesure où il est possible de les déterminer ; 6° du degré de coopération de l'investisseur étranger tenu pour responsable avec le ministre ; 7° des violations antérieures commises par l'investisseur étranger tenu pour responsable ; 8° des conséquences potentielles de la violation sur l'intégrité, la sécurité et la continuité de l'exploitation ou l'approvisionnement des infrastructures critiques. 	<p>(10) 在确定行政处罚措施的类型和金额时, 部长应考虑所有相关情况, 具体包括:</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° 违法行为的严重性和持续时间; 2° 外国投资者对违法行为的责任程度; 3° 对违法行为负有责任的外国投资者的财务状况; 4° 在可能的情况下, 确定外国投资者从违法行为中获得的利益; 5° 在可能的情况下, 确定第三方因违法行为而遭受的损失; 6° 被追究责任的外国投资者与部长的配合程度; 7° 被追究责任的外国投资者以前的违法行为; 以及 8° 违法行为对关键基础设施的完整性、安全性和运行或供应的连续性可能造成的后果。
<p>Section 5 – Recours</p> <p>Art. 10. Recours administratif</p> <p>Les décisions prévues à l'article 9, paragraphe 7, sont susceptibles d'un recours en réformation devant le tribunal administratif. Le recours doit être introduit sous peine de forclusion dans le délai d'un mois à partir de la date de la notification de la décision.</p>	<p>第 5 节 - 上诉途径</p> <p>第 10 条 行政上诉</p> <p>针对第 9 条第 7 款规定的决定, 当事人可以向行政法院提起修改决定之诉。上诉必须在收到决定通知之日起一个月内提出, 否则将因时效到期而失去。</p>

<p>Section 6 - Traitement des données</p> <p>Art. 11. Traitement des données (1) Le ministre est responsable du traitement des données à caractère personnel réalisé en application de la présente loi. (2) En vue de l'examen de la notification et de la procédure de filtrage, le traitement de données à caractère personnel est autorisé pour les finalités suivantes : 1° mise en œuvre des dispositions de la présente loi ; 2° suivi de l'évolution du respect des obligations, y inclus au travers de suivis statistiques, d'études et de recherche ; 3° réponse aux demandes d'informations et aux obligations de communication d'informations provenant des autorités compétentes des autres États membres ou de la Commission européenne. (3) Les données à caractère personnel traitées en application de la présente loi sont détruites au plus tard dix années à compter de la clôture du dossier.</p>	<p>第 6 节 - 数据处理</p> <p>第 11 条 数据处理 (1) 部长对根据本法获得的个人资料的处理负责。 (2) 为了审查通知和审查程序, 批准下列出于以下目的处理个人数据: 1° 为了执行本法规定; 2° 监督义务履行情况, 包括统计监测、研究和调查; 3° 应对其他成员国或欧盟委员会主管当局的信息要求和信息通报义务。 (3) 在执行本法过程中处理的个人数据应在档案结束后十年内销毁。</p>
<p>Art. 12. Limitations du droit d'accès (1) Le ministre peut limiter, entièrement ou partiellement, le droit d'accès de la personne concernée visé à l'article 15 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), ci-après « règlement (UE) 2016/679 », dès lors et aussi longtemps qu'une telle limitation partielle ou complète constitue une mesure nécessaire et proportionnée pour garantir : 1° la sécurité nationale ; 2° la défense nationale ; 3° la sécurité publique ; 4° la prévention et la détection d'infractions pénales, ainsi que les enquêtes et les poursuites en la matière ou l'exécution de sanctions pénales, y compris la protection contre les menaces pour la sécurité publique et la prévention de telles menaces ; 5° d'autres objectifs importants d'intérêt public général de l'Union ou d'un État membre, notamment un intérêt économique ou financier important de l'Union ou d'un État membre, y compris dans les domaines monétaire, budgétaire et fiscal, de la santé publique et de la sécurité sociale. La limitation prévue à l'alinéa 1er peut s'appliquer à toutes catégories de données à caractère personnel à l'exception des données à caractère personnel fournies par la personne.</p>	<p>第 12 条 对查阅权的限制 (1) 部长可全部或部分限制根据欧洲议会与欧盟理事会 2016 年 4 月 27 日关于在个人数据处理方面保护个人及个人数据自由流动的第 2016/679 号条例(欧盟)(以下简称"第 2016/679 号条例(欧盟)")第 15 条所述的数据主体的查阅权, 条件是且只要这种部分或全部限制构成必要且适当的措施, 以保证: 1° 国家安全; 2° 国防; 3° 公共安全; 4° 预防、调查、侦查或起诉刑事犯罪或执行刑事处罚, 包括防止和预防对公共安全的威胁; 以及 5° 欧盟或成员国的其他重要公共利益目标, 特别是欧盟或成员国的重要经济或金融利益, 包括货币、预算和税收、公共卫生和社会保障。 第 1 款规定的限制可适用于各类个人数据, 但个人提供的个人数据除外。</p>
<p>(2) Dans les cas visés au paragraphe 1er, le ministre informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, de tout refus ou de toute</p>	<p>(2) 在第 1 款提及的情况下, 部长应尽快以书面形式将拒绝或限制获取信息的决定以及拒绝或限制的理由通知当事人。如果披露此类信息会</p>

<p>limitation d'accès, ainsi que des motifs du refus ou de limitation. Ces informations peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'un des objectifs énoncés au paragraphe 1er. Le ministre informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données, ci-après « CNPD », ou de former un recours juridictionnel.</p>	<p>危及第 1 款规定的目的之一, 则可不予披露。部长应告知当事人向国家数据保护委员会(以下简称 "CNPD") 投诉或寻求法律补救的可能性。</p>
<p>(3) Le ministre consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de la CNPD sur demande.</p>	<p>(3) 部长应保存作出决定所依据的事实或法律理由。在 CNPD 提出要求时, 应向其提供这些信息。</p>
<p>Art. 13. Limitations du droit à l'information Le ministre peut retarder ou limiter la fourniture des informations visées à l'article 14 du règlement (UE) 2016/679 précité, ou ne pas fournir ces informations, dès lors et aussi longtemps qu'une mesure de cette nature constitue une mesure nécessaire et proportionnée pour garantir les intérêts énumérés à l'article 12, paragraphe 1er.</p>	<p>第 13 条 对信息权的限制 部长可延迟或限制提供上述第 2016/679 号条例(欧盟)第 14 条所指的信息, 或不提供此类信息, 前提是此类措施构成保障第 12 条第 1 款所列利益的必要且适当的措施。</p>
<p>Art. 14. Exercice des droits de la personne concernée et vérification par l'autorité de contrôle (1) Dans les cas visés aux articles 12 et 13, les droits de la personne concernée peuvent être exercés par l'intermédiaire de la CNPD. (2) Le ministre informe la personne concernée de la possibilité qu'elle a d'exercer ses droits par l'intermédiaire de la CNPD en application du paragraphe 1er. (3) Lorsque le droit visé au paragraphe 1er est exercé, la CNPD informe au moins la personne concernée du fait qu'elle a procédé à toutes les vérifications nécessaires ou à un examen. La CNPD informe également la personne concernée de son droit de former un recours juridictionnel.</p>	<p>第 14 条 数据主体权利的行使和监督机构的核查 (1) 在第 12 条和第 13 条提及的情况下, 数据主体的权利可通过 CNPD 行使。 (2) 部长应告知当事人可根据第 1 款通过 CNPD 行使其权利。 (3) 在行使第 1 款所述权利时, CNPD 至少应告知当事人它已进行了所有必要的检查或审查。CNPD 还应告知当事人其有权向法院提起诉讼。</p>
<p>Art. 15. Communication à la personne concernée d'une violation de données à caractère personnel Le ministre peut retarder ou limiter la fourniture des informations visées à l'article 34, paragraphes 1er et 2, du règlement (UE) 2016/679 précité, ou ne pas fournir ces informations, dès lors et aussi longtemps qu'une mesure de cette nature constitue une mesure nécessaire et proportionnée pour garantir les intérêts énumérés à l'article 12, paragraphe 1er.</p>	<p>第 15 条 向数据主体告知个人数据违规使用情况 部长可延迟或限制提供上述第 2016/679 号条例(欧盟)第 34 条第 1 款和第 2 款所述的信息, 或不提供此类信息, 前提是此类措施构成保障第 12 条第(1)款所列利益的必要且适当的措施。</p>

<p>Chapitre II - Dispositif de coopération entre les États membres et la Commission européenne</p> <p>Section 1re - Point de contact national</p> <p>Art. 16. Point de contact national (1) Le ministre ayant les Affaires étrangères et européennes dans ses attributions est le point de contact national unique en ce qui concerne l'échange d'informations avec les autorités compétentes des autres États membres et avec la Commission européenne, conformément à l'article 11 du règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union, tel que modifié, ci-après « règlement (UE) 2019/452 ».</p>	<p>第 II 章 - 成员国与欧盟委员会的合作</p> <p>第 1 节 - 国家联络点</p> <p>第 16 条 国家联络点 (1) 根据欧洲议会和欧盟理事会2019年3月19日关于建立欧盟外国直接投资审查框架的第2019/452号条例(修订版)(以下简称"第2019/452号条例(欧盟)")第11条, 外交和欧洲事务部部长应作为与其他成员国主管当局和欧盟委员会交换信息的唯一国家联络点。</p>
<p>(2) Le point de contact national est associé à toutes les questions liées à la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/452 précité et du mécanisme de filtrage national.</p>	<p>(2) 国家联络点应参与与实施第 2019/452 号条例(欧盟)和国家审查机制有关的所有事项。</p>
<p>Section 2 - Dispositif de coopération du règlement (UE) 2019/452</p> <p>Art. 17. Notification et examen (1) Lorsqu'une procédure de filtrage est lancée conformément à l'article 6, paragraphe 1er, du règlement (UE) 2019/452 le ministre ayant les Affaires étrangères et européennes dans ses attributions notifie les autres États membres ainsi que la Commission européenne en fournissant les informations visées à l'article 9, paragraphe 2, du règlement (UE) 2019/452.</p>	<p>第 2 节 - 第 2019/452 号条例(欧盟)下的合作机制</p> <p>第 17 条 通知和审查 (1) 在根据第2019/452号条例(欧盟)第6条第1款启动审查程序时, 外交和欧洲事务部部长应通知其他成员国和欧盟委员会, 并提供第2019/452号条例(欧盟)第9条第二款提及的信息。</p>
<p>(2) Si un investissement direct étranger prévu ou réalisé dans un autre État membre est susceptible, de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public du Grand-Duché de Luxembourg, le ministre ayant les Affaires étrangères et européennes dans ses attributions, peut demander des informations à l'État membre dans lequel l'investissement direct étranger est prévu ou a été réalisé.</p>	<p>(2) 如果在另一成员国计划或进行的外国直接投资可能会损害卢森堡大公国的安全或公共秩序, 负责外交和欧洲事务的部长可要求计划或已进行外国直接投资的成员国提供信息。</p>
<p>(3) Conformément aux articles 6, paragraphe 4, et 7, paragraphe 3, du règlement (UE) 2019/452, le ministre ayant les Affaires étrangères et européennes dans ses attributions, peut demander à la Commission européenne d'émettre un avis et aux États membres de formuler des commentaires.</p>	<p>(3) 根据第 2019/452 号条例(欧盟)第 6 条第 4 款和第 7 条第 3 款, 外交和欧洲事务部部长可要求欧盟委员会提出意见, 并要求成员国提出评论。</p>
<p>Chapitre III- Dispositions finales</p> <p>Art. 18. Intitulé de citation La référence à la présente loi pourra se faire sous une forme abrégée en utilisant les termes « Loi du 14 juillet 2023 portant mise en place d'un mécanisme de filtrage des investissements directs étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public ».</p>	<p>第三章 - 最后条款</p> <p>第 18 条 引用 引用本法时, 可使用 "2023 年 7 月 14 日关于建立审查可能损害安全或公共秩序的外国直接投资机制的法律" 的缩写。</p>

<p>Art. 19. Entrée en vigueur La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.</p>	<p>第 19 条 生效 本法在《卢森堡大公国官方公报》上公布后的第二个月的第一天生效。 授权并命令将本法载入《卢森堡大公国官方公报》，由所有相关人员执行和遵守。</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------



EURAALEX Law Firm

盧森堡亞歐律師事務所

A trustworthy legal partner

EURAALEX is a boutique law firm based in the City Centre of Luxembourg and founded on 1 January 2024 by Jackye Elombo and Shaohui Zhang, who have united their forces and years of experiences, to offer custom-made services and pragmatic legal solutions. The name EURAALEX stands for the laws of Europe, Asia, and Africa. We provide legal advice for Luxembourg entities or companies looking to establish in Luxembourg and services dedicated to business and investments in Europe, Asia, and Africa. Our practice encompasses Investment Project, Employment & Social, and Dispute Resolution.

Our clients' interest is our priority, and we aim to be dedicated, committed and truthful towards them. We take the time understanding our clients' needs and identifying legal constraint. We want to help our clients to be aligned with the regulations and offer responsive and decisive services while creating the foundations for a long-term and valuable partnership. We stay updated on the industries trends and technologies to make it a useful asset for our client.

We have earned our reputation for our trustworthiness, professionalism, responsiveness, and high degree of individualized attention. We are committed to maintaining the highest standards, offering best-in-class legal advisory to international and local companies, governments, financial institutions, and individuals.

Services

EURAALEX services includes an experienced and dedicated team in the following core areas:

Dispute Resolution - Employment Law - Investment Projects

Values

Some of our common values are excellence, integrity, pragmatism, and trustworthiness.

20, Rue Louvigny L-1946 Luxembourg

+352 27 76 81 42

info@euraaalex.com

www.euraaalex.com

Spoken languages English, French, Chinese (Cantonese and Mandarin), Luxembourgish



EURAALEX Law Firm

盧森堡亞歐律師事務所

OUR SERVICES



INVESTMENT PROJECT

Corporate, Commercial, Foreign Direct Investment, Mergers & Acquisitions, Financial Restructuring & Insolvency



EMPLOYMENT & SOCIAL

Employment Agreements, Handbooks & Policies, Employees Mobility, Termination & Litigation, HR management issues



DISPUTE RESOLUTION

Alternative Dispute Resolution, Dispute prevention management and strategy, Litigation, Enforcement proceedings



EURALEX Law Firm

盧森堡亞歐律師事務所

A trustworthy legal partner

卢森堡亚欧律师事务所是一家总部位于卢森堡市中心的精品律师事务所，由Jackye Elombo和章少辉联合多年合作经验于2024年1月1日创立，为客户提供定制服务和务实的法律解决方案。

EURALEX 这个名称代表欧洲、亚洲和非洲的法律。我们为希望在卢森堡落地的卢森堡实体或公司提供法律咨询，并致力于在欧洲、亚洲和非洲开展业务和投资。我们的业务涵盖投资项目、就业与社会以及争议解决。

客户的利益是我们的首要任务，我们的目标是专注、忠诚和诚实地对待他们。我们花时间了解客户的需求并确定法律约束。我们希望帮助客户遵守法规，提供响应迅速、果断的服务，同时为长期、有价值的合作伙伴关系奠定基础。我们随时了解行业趋势和技术，使其成为客户的有用资产。

我们因值得信赖、专业、反应灵敏和高度个性化的关注而赢得了声誉。我们致力于维持最高标准，为国际和本地公司、政府、金融机构和个人提供一流的法律咨询。

服务

EURALEX 服务包括在以下核心领域经验丰富且专注的团队：

争议解决 - 劳动法 - 投资项目

价值观

我们的一些共同价值观是卓越、正直、务实和值得信赖。

20, Rue Louvigny L-1946 Luxembourg

+352 27 76 81 42

info@euralex.com

www.euralex.com

使用语言：英语、法语、中文(粤语和普通话)、卢森堡语



盧森堡亞歐律師事務所

EURALEX Law Firm

执业领域



投资项目

公司, 商业, 外国直接投资, 合并与收购, 金融重组与破产



劳动与就业

雇佣协议, 员工手册与政策, 员工流动, 解雇与诉讼人力资源管理问题



争议解决

争议解决替代方案, 争议预防管理和战略, 诉讼, 执行程序, 民商事调解

+35227768142 www.euralex.com

20, Rue Louvigny - L-1946 Luxembourg